



L'enjeu des infrastructures militaires américaines à l'étranger

Afin de protéger leurs alliés dispersés, les États-Unis ont multiplié, à la faveur de la guerre froide, les installations militaires dans le monde. Acquisée depuis 1945, la présence planétaire des États-Unis a progressivement subi une remise en question, qui atteint actuellement un apex avec la politique étrangère de l'administration Trump. Le « National Defense Authorization Act » fixe le budget défense à 716,3 Md\$ pour 2019, dont 69 Md\$ pour les opérations extérieures.

Un héritage stratégique historique en recul

En 1975, pour 2,1 millions de militaires, l'armée américaine recensait environ 460 000 militaires actifs à l'étranger, soit 20 %. En 2016, pour 1,3 million de militaires actifs, 193 442 étaient stationnés à l'extérieur des États-Unis, soit 15 %¹. C'est le nombre de militaires américains à l'étranger le plus faible depuis 1957. Néanmoins, ces 800 bases représentent environ 90 % des bases militaires établies à l'étranger, tous pays confondus.

La plupart des troupes américaines sont basées en Asie (74 131) et en Europe (61 710), ce qui représente 70 % des troupes basées à l'étranger. Les pays dans lesquels il y a le plus d'installations sont l'Allemagne (194 sites), le Japon (121), la Corée du Sud (83) et l'Italie (44). Hormis ces 4 pays, l'Afghanistan est celui où la présence militaire américaine est la plus élevée en termes de personnel. Des pays cités précédemment, il est le seul en conflit ouvert. Dans ce contexte, de nombreux décideurs politiques estiment la présence militaire américaine à l'étranger excessive, à commencer par le président Trump.

« Les États-Unis ne veulent plus être le gendarme du monde », Donald Trump, 26/12/2018

Selon une étude de l'université Brown, depuis septembre 2001, les États-Unis auraient dépensé environ 5 600 milliards de dollars en opérations, soit 23 386 \$ par an et par contribuable. Pour la RAND, le maintien annuel d'une base militaire à l'étranger s'élève en moyenne entre 50 et 200 M\$, selon la région. De même, le personnel à l'étranger coûte individuellement entre 10 000 et 40 000 \$ de plus que celui basé aux É.-U. En 2016, le Secrétaire adjoint de la Défense suggérait que 22 % des bases américaines, toutes localisations confondues, étaient superflues, et que leur retrait entraînerait des économies de 2 Md\$ par an². La tendance à la désinflation n'est donc pas nouvelle.

« Nous ne voulons plus être exploités par des pays qui nous utilisent et utilisent notre incroyable armée pour les protéger. Ils ne paient pas pour cela, et ils vont devoir le faire³ ». Le président Trump a adressé cette remarque lors d'une visite en Irak, laissant transparaître sa conviction selon laquelle la présence américaine doit être prise en charge par les pays à qui elle bénéficie directement. Cette idée est renforcée par l'« America First » et l'absence de considération pour la théorie de « l'exceptionnalisme » américain.

Une volonté de reflux qui pourrait heurter la stratégie de *dominance* américaine

Les É.-U. s'assurent d'avoir l'ascendant sur tout adversaire potentiel avec le concept stratégique de *dominance* et leur présence militaire mondiale y participe activement. Mais la croissance durable de la puissance militaire chinoise depuis les années 2000, ainsi que ses ambitions dans sa périphérie régionale préoccupent la thalassocratie américaine. La réaffirmation constante de la politique chinoise envers leur allié taïwanais est une illustration de ces craintes.

Pourtant, depuis l'affirmation de la doctrine américaine du « pivot asiatique », il n'y a pas eu de bascule quantitative des effectifs vers l'Asie mais plutôt une diminution (74 063 en 2008 ; 71 728 en 2018⁴). Toutefois, avec le retrait américain du Moyen-Orient (191 035 en 2008 ; 18 728 en 2018), la part relative des effectifs en Asie est passée de 22 à 57 % entre 2008 et 2018.

La choix d'une politique de retrait par l'administration Trump peut sembler contra-cyclique. Le contexte actuel marque le retour des « États-puissances » et des possibilités de conflits de haute intensité, contre lesquels une capacité de projection serait un atout majeur. Si la réduction de la présence mondiale étasunienne passe sous un certain seuil, il n'est alors plus improbable que la portée de sa dominance en soit très fortement affectée.

Ces propos ne reflètent que l'opinion de l'auteur.

1 Bialik, (K.), « U.S. active-duty military presence overseas is at its smallest in decades », Pew Research Center, 22/08/17.

2 Crawford (N. C.), « United States Budgetary Costs of Post-9/11 Wars through FY2018 », 2017, p. 21 / Department of Defense, Infrastructure Capacity, oct. 2017, p. 4.

3 Paris (G.), « Trump en Irak : « Les États-Unis ne peuvent pas continuer à être le gendarme du monde » », Le Monde, 26/12/18.

4 Paris (G.), « L'ordre mondial à l'épreuve de Donald Trump », Le Monde, 27/01/19.